

LE DEVELOPPEMENT RURAL EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE A L'EPREUVE DES POLITIQUES ET DES THEORIES DE DEVELOPPEMENT

Fernand MBOUITOU
Fernand.Mboutou@gmail.com

Zéphirin MOGBA
zmogba@yahoo.fr

Université de Bangui.

Submitted : 2026-01-12

valued: 2026-04-26

validated: 2026-06-15

Résumé :

L'Ombella Mpoko est l'une des 20 préfectures de la République Centrafricaine situées à proximité de Bangui la capitale. Elle est desservie par deux axes routiers (la RN 1 et la RN 2) et couvre une superficie de 31 825 km² pour une population de 292618 habitants dont 146251 hommes et 146367 femmes et pour une densité de 9,6 habitants par km². La population agricole est de 79.000 personnes par ménages. Les principales productions sont le manioc (aliment de base), l'arachide et le maïs. Le relief est constitué de collines et de plaines ondulées à certains endroits avec une altitude moyenne de 600 à 800 m. Les sols de types ferralitiques couvrent les trois quarts du territoire de l'Ombella-Mpoko particulièrement là où la forte pluviométrie favorise l'hydrolyse des minéraux des roches jusqu'à une grande profondeur Dans le Sud et Sud-Ouest, on trouve des formations sédimentaires ou métamorphiques (grs, quartzites).

Les problèmes observés porte sur les effets et impacts des multiples projets et programmes de développement qui ont été initiés et mis en œuvre à des périodes données par les différents régimes depuis l'indépendance à ce jour selon les visions et paradigmes idéologiques de changement jugés favorables à la transformation des systèmes de production, à l'augmentation des revenus des paysans ou encore à l'amélioration des modes de vie en milieu rural et qui ont touché divers domaines d'activités socioéconomiques à savoir l'agriculture, l'élevage, le renforcement des capacités techniques et institutionnelles, recouvrant des conceptions, approches, stratégies d'intervention dont les résultats projetés en termes de modèles escomptés sont mitigés.

Pour ce travail, notre approche méthodologique est centrée sur la revue bibliographique, la conception des outils de collecte des données qui a permis des entretiens semi structurés (avec les Autorités Locales) et de groupe avec les ménages permettant des analyses quantitative et qualitative. Les principaux résultats ont porté sur (i) l'appréciation des effets des projets investi dans la zone d'étude par les ménages de l'indépendance à ces jours ; (ii) la contribution de l'activité aurifère à l'amélioration du cadre de vie

Notre article porte sur *le développement rural en RCA à l'épreuve des politiques et des théories de développement*. Cette étude développe des réflexions et analyse des réponses aux questions d'ordre sociologiques, politique, stratégiques, économique et prospectives. Il est réalisé dans trois des cinq sous-préfecture auprès de 565 ménages agricoles.

Mots clés : Développement, Projet, diffusionnisme, Impacts

Abstract : Contextually, Ombella-Mpoko is one of the 20 prefectures of the Central African Republic located near Bangui, the capital. It is served by two main roads (RN 1 and RN 2) and

covers an area of 31,825 km² with a population of 292,618 inhabitants, including 146,251 men and 146,367 women, and a population density of 9.6 inhabitants per km². The agricultural population is 79,000 people per household. The main crops are cassava (a staple food), peanuts, and maize. The terrain consists of hills and rolling plains in some areas, with an average altitude of 600 to 800 meters. The agricultural population is 79,000 people per household. The main crops are cassava (a staple food), peanuts, and maize. The terrain consists of hills and rolling plains in some areas, with an average altitude of 600 to 800 meters.

The problems observed relate to the effects and impacts of the multiple development projects and programs that have been initiated and implemented at various times by different regimes since independence to the present day, according to the ideological visions and paradigms of change deemed favorable to the transformation of production systems. to the increase in farmers' incomes or to the improvement of living conditions in rural areas and which have affected various areas of socio-economic activity namely agriculture, livestock farming, the strengthening of technical and institutional capacities, covering concepts, approaches, intervention strategies whose projected results in terms of expected models are mixed.

For this study, our methodological approach focused on a literature review and the design of data collection tools, which enabled semi-structured interviews (with local authorities) and group interviews with households, allowing for quantitative and qualitative analyses. The main findings concerned (i) the assessment of the effects of projects invested in the study area by households from independence to the present day; and (ii) the contribution of gold mining to improving living conditions.

*Our article examines **rural development in the Central African Republic (CAR) in light of development policies and theories**. This study explores and analyzes responses to sociological, political, strategic, economic, and prospective questions. It was conducted in three of the five sub-prefectures, involving 565 farming households*

Keywords : Development, Project, diffusionism, Impacts

Introduction :

La paysannerie représente aujourd'hui la couche sociale et professionnelle la plus déshéritée en Centrafrique. Jadis soumise au diktat des sociétés concessionnaires durant la période coloniale, l'accession du pays à l'indépendance n'a pas apporté à cette frange de la population centrafricaine ce qu'elle était en droit d'attendre de l'Etat. Les conditions sociales d'existence en milieu rural n'ont pas fondamentalement changé en Centrafrique et particulièrement dans l'Ombella -Mpoko. Le paysan centrafricain est toujours resté dans ses fonctions traditionnelles de producteurs de biens agricoles. Réduit à l'état de simple force de production dans les campagnes, il se retrouve aujourd'hui comme toutes les autres catégories socioprofessionnelles dans une division sociale du travail malgré les multiples projets de développement qui ont été mis en œuvre dans la préfecture de l'Ombella-Mpoko. Ce paradoxe résulterait, pour l'essentiel, des conditions particulières dans lesquelles se sont historiquement imposés deux modes de mise en valeur très peu associés l'un et l'autre.

Le putsch du 24 mars 2013, combiné aux affrontements civilo-militaires de septembre, a sonné le glas de la souveraineté centrafricaine. L'État s'est alors trouvé vidé de sa substance, inaugurant une longue période de chaos institutionnel et sécuritaire. Les activités agricole-pastorales dans les zones savannières sont reléguées au second plan par les activités aurifères qui sont sources de revenus assez importantes et qui drainent plus de 80 % des actifs agricoles. Laisse présager une inflation sur les produits vivriers.

Les problèmes et perspectives de développement rural en République Centrafricaine ont été jusque-là étudiés sous un angle strictement économique. Les multiples opérations de transformation et de mise en valeur réalisées en milieu rural par l'État à travers les projets, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les sociétés agricoles étrangères d'encadrement ont été dans leur ensemble orientées vers la modernisation de l'agriculture. Les problèmes de santé, de participation des populations rurales à la prise des décisions dans l'élaboration et l'évaluation des projets et de renforcement des capacités des communautés de base afin de les rendre aptes à se prendre en charge, à identifier leurs problèmes de développement et à y apporter des solutions durables ont été délaissés au profit de la production agricole (Zéphyrin MOGBA, 1996).

Le paysan centrafricain ne bénéficie que d'une faible couverture sanitaire. Il ne touche aucune allocation familiale pour ses enfants à charge, ni d'indemnité en cas d'accidents de travail ou de maladies professionnelles ni encore d'une pension agricole de retraite à l'instar des travailleurs des secteurs secondaire et tertiaire. De la période coloniale à ce jour, des multiples activités de transformation et de mise en valeur réalisées en RCA, l'ont été soit par l'État et soit par les sociétés agricoles étrangères avec l'appui des partenaires bilatéraux et multilatéraux¹. Quasiment toutes les interventions sont concentrées sur la théorie de diffusionnisme des innovations sans un impact réel de changement sur la vie sociale et économique. La stratégie

¹ La Banque Africaine de Développement (BAD) finance deux opérations dans le secteur agricole : le Projet de Développement des Chaînes de Valeurs Agricoles dans les Savanes (PADECAS) et la réalisation des Etudes de formulation du Projet d'Appui à la Stratégie de Transformation de l'Agriculture Centrafricaine et la Promotion de l'Entreprenariat de Jeunes dans le secteur Agricole et l'Agrobusiness (PASTAC-PEJA) ; Le FIDA qui finance le projet PREPAS ; La Banque Mondiale (BM) finance le Projet de relance agricole et développement de l'agrobusiness (PRADAC). L'UE finance en 2020, en RCA, plus de 15 projets (assistance alimentaire, abris d'urgence, accès aux soins de santé, à l'eau, à l'hygiène et l'assainissement, des moyens de subsistance à court terme ainsi qu'un soutien agricole, à l'éducation et à la protection) ; le Programme Alimentaire Mondial (**PAM**) organise des achats de maïs (Baoro) dans le cadre des cantines scolaires et d'actions « food for work » ou « cash for work », notamment pour l'entretien des routes de desserte agricole (travaux HIMO, œuvre un programme de supplémentation alimentaire généralisée pour prévenir la malnutrition aiguë modérée chez les enfants âgés de 6 à 23 mois, et fournit un ensemble de services visant à prévenir et à traiter la malnutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée et chez les filles et les femmes enceintes et allaitantes

développée depuis l'indépendance a été de faire du monde rural des bénéficiaires passifs des politiques, programmes et projets financés par les partenaires au développement. Les grandes questions que nous formulons sont de savoir :

Quel a été le rôle de la théorie de diffusionnisme longtemps perpétué par les gouvernements qui se sont succédé depuis les indépendances ? Quelle est la cause de la faible appropriation des innovations par les producteurs ? En quoi la motivation de reconversion des paysans dans les activités aurifères est-elle justifiée ? Quelle est la cause de la montée de la conflictualité entre éleveurs et agriculteurs ?

L'objectif de cet article est de mettre en évidence les insuffisances notoires qui constituent les causes des échecs de l'appropriation des innovations promues à travers les projets et les théories de changement.

Au regard des politiques de développement rural des années 1960 à 2022 qui ont été plus directive que participative et basées sur les théories de mimétisme et de diffusionnisme, il importe de faire une priorité la théorie de capacitation des acteurs ruraux et des organisations qui pour chacun d'eux est un processus d'accroissement personnel et collectif, permettant aux acteurs de prendre en charge leur destinée (économique, sociale, professionnelle)

1.1. Données et méthodes

Au total, trois des cinq sous-préfecture de l'Ombella-Mpoko ont été retenues et 14 villages de ces sous-préfectures ont été ciblés et 10 % des ménages de ces villes ont été interrogés lors des entretiens groupés (les chefs de ménages hommes et femmes). Aussi, des entretiens semi-directs ont été organisé avec les autorités locales (sous-préfets, Maires, les Chefs des groupes et de villages) au total 565 personnes ont été touché.

La méthodologie s'appuie sur les démarches pouvant aider à l'élaboration d'un travail de recherche à savoir les entretiens semi structurés (avec les autorités locales) et de groupes avec les ménages sur la base d'un questionnaire d'analyse quantitative et qualitative ; les entretiens avec les ménages en focus groupe mixte qui sont ciblé sur la base de progression arithmétique de pas.

Tableau N° 1 : Nombre de ménage touché par sous-préfecture ciblée

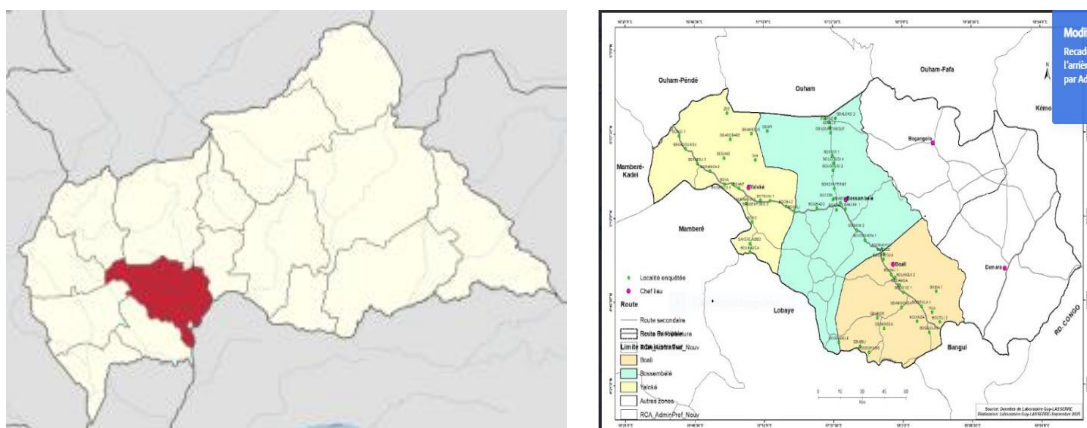
Sous-préfecture	Nombre de Village	Population	Nombre de ménage	ménages retenus
Boali	20	6629	1925	193
Yaloké	20	9926	1984	198
Bossembélé	20	8708	1742	174
Total ciblé				565

Source : Données ICASEES

II. Présentation de la zone d'étude

La préfecture de l'Ombella-Mpoko est située à proximité de Bangui la capitale. C'est l'une des 20 préfectures de la République centrafricaine. Elle est desservie par deux axes routiers lesquels (la RN 1 et la RN 2) Elle couvre une superficie de 31 825 km² pour une population de 292618 habitants dont 146251 hommes et 146367 femmes. La densité de la population est de 9,6 habitants par km². La population agricole est de 79.000 personnes par ménages. Les principales productions sont le manioc (aliment de base), l'arachide et le maïs.

Carte n°1 : Carte de l'Ombella - Mpoko



Source : LACCEG, Département de Géographie

Le relief est constitué de collines et de plaines ondulées à certains endroits avec une altitude moyenne de 600 à 800 m. Les sols de types ferralitiques couvrent les trois quarts du territoire de l'Ombella-Mpoko particulièrement là où la forte pluviométrie favorise l'hydrolyse des minéraux des roches jusqu'à une grande profondeur Dans le Sud et Sud-Ouest, on trouve des

formations sédimentaires ou métamorphiques (grs, quartzites). Dans le Centre, ce sont des formations cristallophylliennes (schistes, gneiss). Par contre dans le Nord et à l'Est, on rencontre des formations granitiques et basaltiques.

Le climat dans le Sud de la Préfecture est de type guinéen-forestier avec 8 mois de saison pluvieuse et 4 mois de saison sèche. Le temps est chaud et humide. Les pluies avoisinent 1600 mm par an. Les Températures sont constamment élevées, de l'ordre de 25°C. Les températures les plus basses (moins de 20°C) sont enregistrées généralement la nuit et tôt le matin de Novembre à janvier et les plus élevées (plus de 25°C) vont de février à avril et quelques fois mai. Le réseau hydrographique est très dense. La Préfecture étant située à proximité de la zone équatoriale, bénéficie d'un régime abondant en pluie en saison pluvieuse. Le principal cours d'eau est l'Oubangui (affluent du fleuve Congo). Ce cours d'eau possède ses propres affluents qui drainent la préfecture : l'Ombella et la M'poko.

La végétation est caractéristique d'une forêt tropophile ou forêt semi décidue constituée des Méliacées, *Entadrophragme angolensis* (*Trama*) et *Entadrophrame Cylindricum* (*Sapelli*) et est caractérisée par plusieurs strates. Dans le Nord, les Méliacées se mélangent avec les Sapotacées dont *Autranella Congolensis* (*Muculungu*) et les Stercuacées dont *Triplochiton Scléroxylon* (*Ayous*) et avec les Moracées dont le *Chlorophora Excelsa* (*Iroko*). Dans le Nord-Ouest on trouve les espèces savanicoles comme par exemple le *Borassus Aethiopum*. A sa limite, se développent les ilots de forêts denses sèches qui évoluent vers les savanes boisées (Bossembélé) ou arborées (Bogangolo). Dans ces savanes, on trouve des espèces ligneuses comme *Annona Sénégalensis*, *Isoberlinia Doka* et *Lophira Alata*. Les herbes, elles, comprennent les strates les plus répandues du pays : *Imperata Cylindrica* (*Péré ou Bébé*), *Purpureum* (*Sissongo*), *Hypparrhenia Hirta*, etc.

La faune, de manière générale, non protégée est fortement détruite régulièrement par la population pour des raisons diverses (alimentation et vente) lors des chasses anarchiques livrées avec des armes de fabrication artisanale ou des pièges.

III. Identification des grands défis de développement rural de la Centrafrique

Les obstacles structurels suivants rendent les exploitations agricoles de la zone particulièrement fragiles malgré le potentiel agricole ces principales obstacles sont :

3.1. La faible capacité financière des petits agriculteurs

Elle résulte de l'insécurité chronique, du manque d'accès au crédit et de la dégradation des infrastructures. Cette précarité limite l'achat d'intrants, la modernisation des outils et l'autosuffisance, maintenant le secteur dans une agriculture de subsistance à faible rendement. L'accès limité au crédit se traduit par la rareté des services de microfinance et le coût élevé du capital limitent la reconstitution du capital productif. Les coûts initiaux élevés des technologies modernes (drones, semences améliorées, mécanisation) empêchent les petits producteurs, souvent en situation de pauvreté extrême et de dépendance à l'agriculture pluviale, d'y accéder. Cette fracture technologique limite la productivité et la modernisation agricole. Les **barrières** dans l'Ombella-Mpoko sont la zone qui est caractérisée par une forte dépendance à l'agriculture de subsistance et un accès limité au capital, Les nouvelles technologies, bien qu'utiles, nécessitent des investissements initiaux trop lourds pour des exploitants agricoles disposant de faibles revenus. Comme **conséquences**, cette situation accentue la précarité des producteurs et limite la transformation des chaînes de valeur, aggravant la fragilité du secteur agricole. Pour pallier ce problème, des initiatives comme le projet PARCA et l'appui de l'IFAD tentent de renforcer la résilience des ménages ruraux.

3.2. Le manque de compétences techniques pour le déploiement et l'entretien

Le manque de compétences techniques en RCA, y compris dans l'Ombella-Mpoko, entrave le déploiement et l'entretien des infrastructures (agriculture, mines), accentué par l'insécurité, la faible formation professionnelle et l'enclavement (Climate Resilient Agribusiness Promotion Programme (PARCA) Numéro du rapport 7315-CF). Cela entraîne une dépendance à l'assistance technique internationale et une dégradation rapide des équipements. Les points clés sur le déficit technique se centre sur la formation professionnelle insuffisante. En effet, les opportunités de formation technique sont limitées, créant une pénurie de main-d'œuvre qualifiée pour l'entretien. Les conflits armés entravent les activités économiques et le déploiement d'infrastructures durables. Comme impact sectoriel, l'agriculture et le secteur minier souffrent d'un manque de maintenance, aggravé par des infrastructures de transport précaires. Les zones rurales, potentiellement comme l'Ombella-Mpoko, sont plus désavantagées que les zones urbaines. La faible autorité de l'État et la destruction des infrastructures publiques compliquent davantage la maintenance technique à long terme.

3.3. L'extrême pauvreté et la malnutrition limitent l'adoption de nouvelles pratiques

L'extrême pauvreté et la malnutrition chronique en République Centrafricaine (RCA), particulièrement dans l'Ombella Mpoko, créent un piège de pauvreté qui entrave l'adoption de nouvelles pratiques agricoles ou nutritionnelles. La priorité à la survie immédiate, le manque de ressources et la faible capacité physique due aux carences (vitamines A, fer) limitent l'innovation et la productivité. En effet, la situation alimentaire précaire, marquée par une forte insécurité alimentaire, contraint les ménages à se concentrer sur des stratégies de survie à court terme plutôt que sur des investissements à long terme. La malnutrition, notamment chez les enfants et les mères, affaiblit la main-d'œuvre, réduisant la capacité physique nécessaire pour adopter des techniques agricoles plus intensives ou diversifiées. Dans l'Ombella Mpoko, le coût des aliments nutritifs est très élevé, dépassant souvent les capacités financières des populations locales, ce qui limite l'adoption de régimes alimentaires plus sains. Les barrières structurelles comme l'insécurité, la destruction des infrastructures et le manque de ressources empêchent l'accès aux intrants, aux formations et aux nouvelles méthodes de production. Ces facteurs combinés enferment les populations dans un cycle où la faim actuelle empêche la mise en place de solutions durables.

3.4. La prédominance de l'agriculture pluviale, un défi au développement rural

La prédominance de l'agriculture pluviale, couvrant 70 à 80 % des terres cultivées, constitue un défi majeur pour le développement rural en raison de sa forte vulnérabilité aux aléas climatiques (sécheresses, inondations), entraînant une insécurité alimentaire et une faible productivité. Cette dépendance directe à la pluie limite les rendements et les revenus, freinant la modernisation et l'investissement. L'agriculture sous pluie est directement exposée à la variabilité du climat, rendant les récoltes incertaines et provoquant des crises alimentaires récurrentes. La dépendance aux précipitations, souvent couplée à une pauvreté des sols et un manque d'assistance technique, limite la productivité agricole, freinant ainsi le développement économique rural. L'alternance de sécheresses et d'inondations favorise l'érosion et la dégradation des terres, affaiblissant la base productive rurale. Les risques élevés liés à ce modèle freinent l'investissement dans des techniques modernes, maintenant l'agriculture dans une forme de subsistance plutôt que de marché.

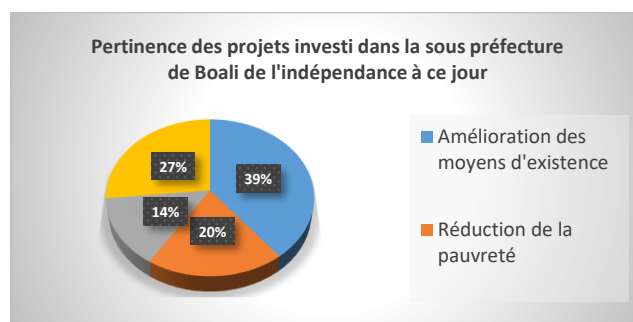
3.5. Le poids des traditions et les résistances au changement

Le poids des traditions agit comme un frein puissant au changement en enracinant des habitudes automatiques, créant une peur de l'inconnu et sécurisant l'identité, tant au niveau personnel qu'organisationnel (Losch Bruno, et *al.*, 2013). Les résistances se manifestent par des blocages psychologiques, la réticence à abandonner des méthodes éprouvées, ou des conflits face à l'incertitude. Le poids des traditions agit comme un frein puissant au changement en enracinant des habitudes automatiques, créant une peur de l'inconnu et sécurisant l'identité, tant au niveau personnel qu'organisationnel. Les résistances se manifestent par des blocages psychologiques, la réticence à abandonner des méthodes éprouvées, ou des conflits face à l'incertitude.

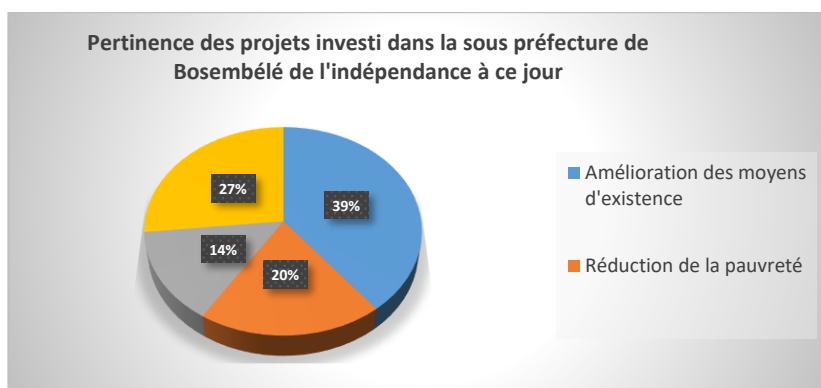
En effet, la tradition offre un cadre rassurant. Le changement est perçu comme une menace à cet équilibre, générant peur et anxiété. Les habitudes, souvent issues de traditions, deviennent des comportements inconscients difficiles à modifier. Les traditions forgent l'identité sociale ou d'entreprise (culture), rendant toute modification perçue comme une perte de repères. Cela est ainsi une identité culturelle. La transition vers le nouveau est souvent plus redoutée que l'attachement au passé qui se traduit par une peur de l'inconnue. Les habitudes, souvent issues de traditions, deviennent des comportements inconscients difficiles à modifier.

IV. Résultats

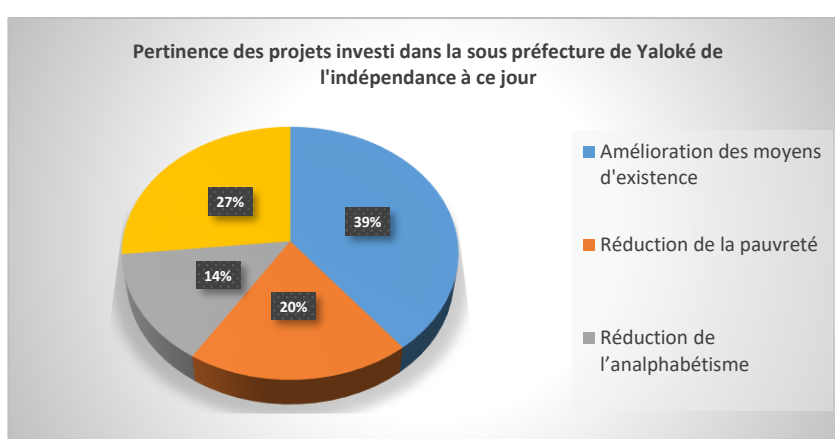
De la pertinence des projets de développement dans la zone savanière de l'Ombella-Mpoko de l'indépendance à ce jour, il est clairement établi que selon les bénéficiaires des projets dans l'Ombella Mpoko depuis l'indépendance à ce jour aucune attention n'est portée sur les aspects de promotion de l'entrepreneuriat et de la création d'emploi, et aussi de la réduction effective de la pauvreté.



Les pourcentages des répondants aux différentes questions illustrent un état d'insatisfaction de la communauté à Boali



Cet état d'insatisfaction est aussi observé à Bossembélé

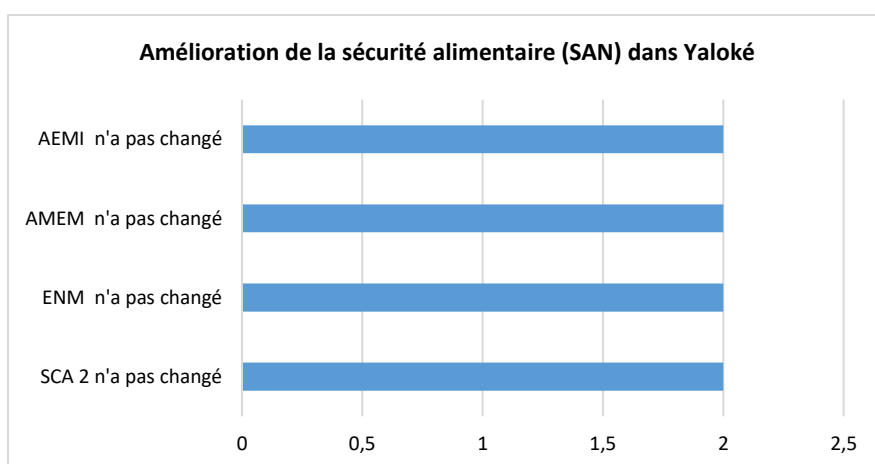
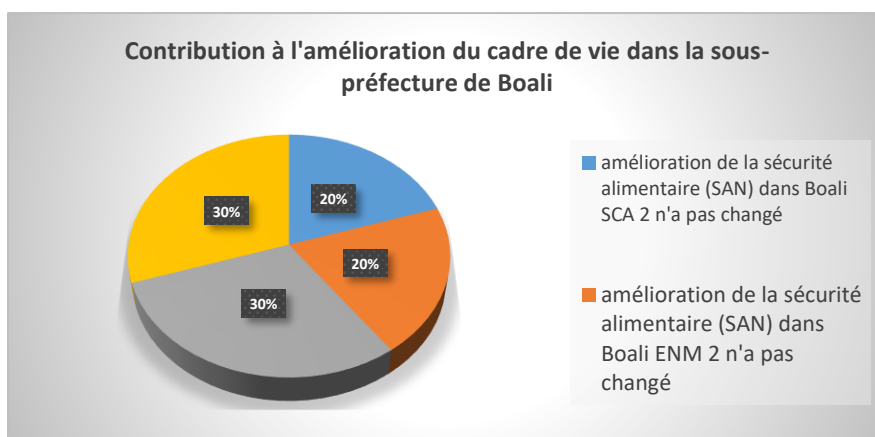
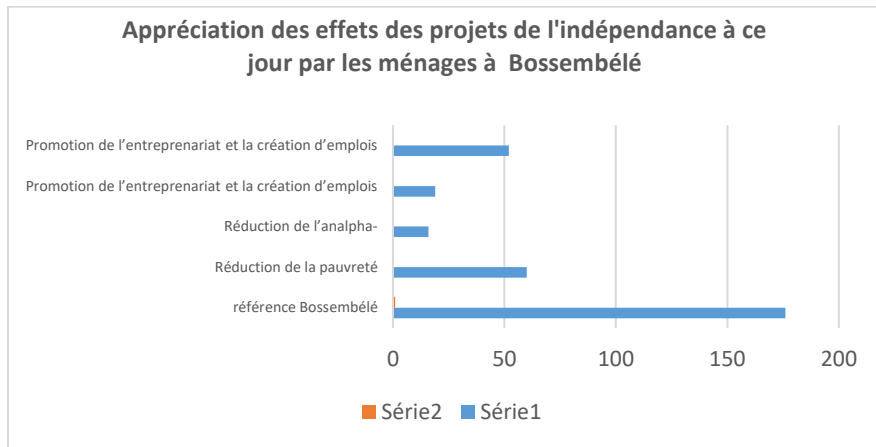


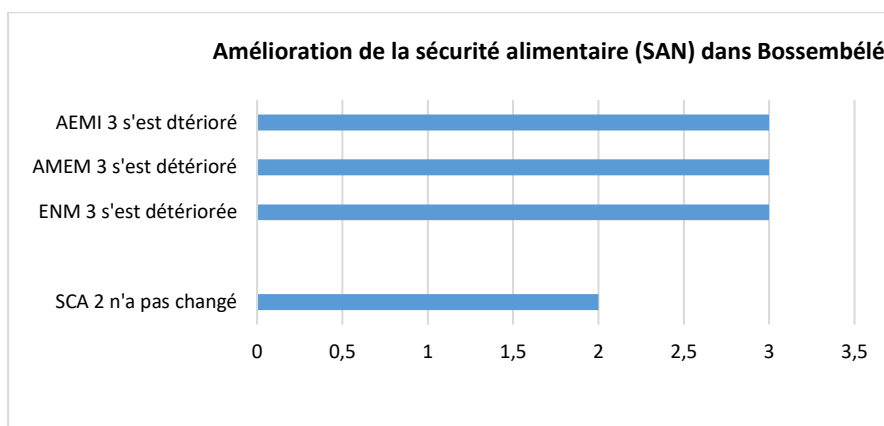
Il en est de même à Yaloké.

Il est important de remarquer que derrière les projets qui ont été véhiculées on trouve la même théorie qui est le diffusionnisme qui est une théorie anthropologique du début du 20^{ème} siècle expliquant que les éléments culturels (techniques, croyances, outils) se propagent d'une société à une autre par emprunts, contacts et migrations, plutôt que d'être inventés indépendamment. Il s'oppose à l'évolutionnisme en minimisant l'innovation locale au profit de la diffusion géographique à partir de foyers culturels. Ainsi, il n'est pas étonnant que les constats des bénéficiaires de ces projets sont quasiment identiques dans les trois sous-préfectures enquêtés pour ce qui est de leurs pertinences.

Les paramètres qui ont fait l'objet de collecte des données ont été les suivants : (i) Pour ce qui est de la contribution des projets à l'amélioration du cadre de vie : les paramètres ont été : une Amélioration de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (AASN) ; une Amélioration du Score de Consommation Alimentaire (SCA) ; une Amélioration de l'Etat Nutritionnel des Ménages (AENM), une Amélioration des Moyens d'Existence des Ménages (AMEM) et une Amélioration de l'Etat de la Morbidité Infantile dans les Ménages (AEMI) ; (ii) la réduction

de la pauvreté, (iii) la réduction de l'analphabétisme, (vi) la promotion de l'entrepreneuriat et la création d'emplois.

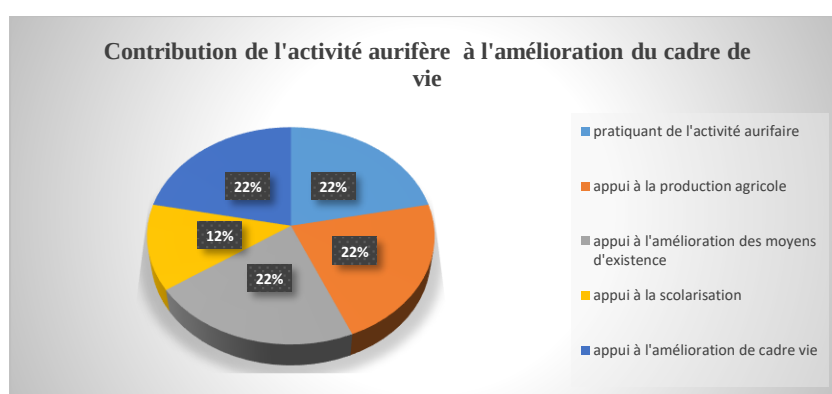




Il ressort que la population centrafricaine bénéficiaire des projets n'est pas de manière générale content des résultats attendus. Les théories de changement qui ont été à la base de ces projets n'ont pas été référées à l'analyse diagnostic participative qui aurait dû permettre de l'identification des idées des projets, des objectifs globales et spécifiques, des impacts attendus, des effets induits des produits et des activités à mettre en œuvre. Ainsi, il est attendu que les démarches qui ont prévalu nécessitent d'être revus afin de permettre un réel changement social, environnemental durable.

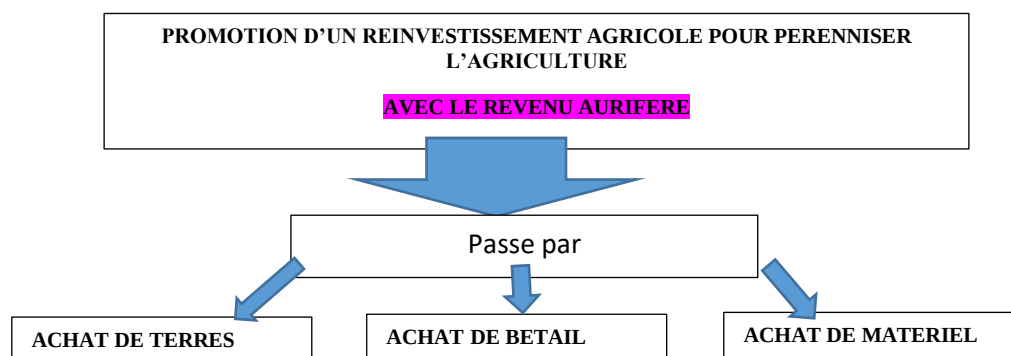
L'économie aurifère comme un plan B de résolution des problèmes des ménages dans la zone de l'Ombella-Mpoko, contribue pour beaucoup à l'amélioration du cadre de vie des ménages. De manière générale, l'activité aurifère se trouve être une source de revenus des ménages qui leur permet d'investir dans les autres activités. 100 % des ménages pratiquant l'activité aurifère réinvestissent dans l'agriculture, la scolarisation des ménages, la recapitalisation des moyens d'existence et la scolarisation de leurs enfants.

Cette activité est importante dans les villages qui sont même à Boali et Bossembélé. Les producteurs recrutent de la main d'œuvre pour ouvrir les champs et pour les différents travaux champêtres et ne viennent que par superviser. Les gens sont recrutés pour des tâches à exécuter et sont payés plus tard.



Cette activité bien que bien que source de revenu est moins bien organisée, structurée et est source de dégradation de l'environnement et de déperdition scolaire des jeunes de moins de 10 à 15 aussi bien des garçons que des filles. Le poids des activités aurifères est plus important dans les ménages avec des enfants qui sont scolarisés de manière générale

On notera aussi que la montée de la conflictualité entre agriculteurs et éleveurs dont les causes s'articulent autour de plusieurs facteurs notamment : la réduction des couloirs de transhumance et la pression démographique qui poussent les troupeaux vers des zones agricoles, provoquant des destructions de récoltes d'une part et les incidents liés au vol de bétail et les actes de représailles qui s'en suit alimentent un cycle de violence entre les deux communautés. Aussi, le manque d'opportunités économiques rend les jeunes locaux vulnérables et favorise en même temps, la formation de groupes d'autodéfense dans certaines localités. Toute cela n'augure pas amélioration de l'état sécuritaire alimentaire et nécessite une attention très particulière des Autorités et des partenaires techniques et financiers



IV. Discussion

Les points de vue des bénéficiaires des différents programmes et projets de la zone d'étude à savoir : Boali, Bossembélé et Yaloké confirment la dégradation de cadre de vie des ménages malgré l'exécution de plusieurs programmes et projets. Les théories de changement prônés à travers les différents projets n'ont guère eu les effets escomptés. De manière générale, l'état de pauvreté s'est empiré. Les effets attendus de ces projets n'ont pas été perçus comme un changement positif dans leur vie de manière générale. L'identification des problèmes et l'élaboration des cadres logiques de ces projets doivent être participatives et inclusives. Il y a lieu de repenser les théories de changement en tenant compte des besoins réels de la communauté et de les intégrer à différentes étapes de mise en œuvre des projets étant entendu que la population initialement agricole s'est reconvertie à plus de 50 % dans l'extraction des mines.

De manière générale, quelques aspects importants, doivent être pris en compte comme le souligne Wilfried A et Kouame Han Fraeters qui dans leur article intitulé « *relever les défis du développement de la petite enfance* » pour permettre à tous les Centrafricains de tirer parti d'opportunités futures. Ceci étant, le Gouvernement Centrafricain devra investir plus et mieux dans le développement de la petite enfance afin de jeter les bases nécessaires de la prospérité, de la résilience des adultes de demain et à la croissance économique et pour la compétitivité du pays de manière à réduire significativement le taux de pauvreté². Ceci étant, il est évident qu'à ce jour les secteurs minier et aurifère constituent une source de revenus pour plus des jeunes comme le pourcentage des préférences des ménages dans les zones minières environs 80 % des producteurs qui travaillent dans chantiers pour réinvestir dans les champs. Ce comportement devrait être pris en compte pour une meilleure organisation du chantier de manière à favoriser des investissements dans les autres secteurs de développement comme par exemple dans la santé, le transport, la sécurité alimentaire etc.

Investir de manière juste pour le développement durable, c'est alors de changer la théorie de distribution des semences à celui de la production de ces semences, celui de la distribution des outils agricoles à la promotion entrepreneuriale permettant la fabrication de ces outils. Celui de pouvoir saisir les opportunités et de pouvoir s'auto suffire à ces besoins sans nuire à l'environnement. C'est aussi la prise en compte de la valorisation du capital humain, sociale, naturel, économique et financier ce faisant, l'opérationnalisation de la capacitation sera plus inclusive permettant d'élargir les libertés réelles et les capacités d'action des populations locales, en passant par des actions concrètes et adaptées aux réalités qui s'appuierait sur les secteurs prioritaires comme : (i) La sécurité alimentaire et l'autonomisation économique. En effet, l'économie de la région repose principalement sur l'agriculture. (ii) Le renforcement des capacités de la communauté (notamment les groupements de femmes et les jeunes), en mettant l'accent sur le développement des filières porteuses soient pour la distribution des semences et des outils agricoles de qualité pour accroître les productions. (iii) L'appui aux coopératives en renforçant les capacités techniques.

2 Les Cahiers économiques 2025 de la RCA (Banque Mondiale) confirment une pauvreté généralisée, avec près de 69 % des Centrafricains vivant sous le seuil de pauvreté (2,15 USD/jour) en 2025, et une disparité rurale/urbaine forte. Bien que le taux précis pour l'Ombella-Mpoko ne soit pas détaillé dans ces extraits, le rapport insiste sur une pauvreté alimentaire massive, une vulnérabilité accrue, et une dépendance à l'aide humanitaire, projetant une croissance modérée à terme.

Conclusion :

La fragilité des actions de développement rural exécutées dans le contexte d'un pays pauvre et post conflit est hasardeux, même avec des financements conséquents. Les contraintes sociologiques constituent des points de faiblesses dans l'exécution des projets de développement rural durable et contraste avec la théorie qui est derrière, est le distributionisme et assez souvent le mimétisme qui ne prend pas en compte les réalités spécifiques des localités. Les méthodologies sont plus souvent directives et ne permettent pas une des initiatives locales pour une autonomisation de la jeunesse. Les résultats des recherches sont des recommandations que les producteurs ne doivent qu'appliquer sans savoir le pourquoi.

Références bibliographiques

- Arditi C., 2003 – « La paupérisation des éleveurs peuls de RCA ». In : G. Duteurtre et B. Faye (dir.), L'élevage, richesse des pauvres, Actes de l'atelier CIRAD de septembre 2003, CIRAD-IEMVT,
- Boutrais J., 1990 - « Les savanes humides, dernier refuge pastoral : l'exemple des Wodaabe Mbororo de Centrafrique ». Genève Afrique, vol. 28, n° 1, pp. 65-90.
- Braud M., 2009 - Paysans du monde. Parcours d'un agronome au service de la terre.
- Dufumier M. et Lallau, B, 2015 « Impossible développement agricole en République centrafricaine ? », Les Cahiers d'Outre-Mer, 272
- Dumont René., 1962 -L'Afrique noire est mal partie. Paris : Seuil, 320 p.
- Dumont René., 1966 - Le difficile développement agricole de la République centrafricaine
- Géraud Magrin. 2002 ; Un Sud qui perd le Nord ? Les récents rejeux de la fracture tchadienne. pp. 185-198
- Guion A., 2013., La Vie en Centrafrique, les diamants sont éternels insuffisant
- Jean-Bernard Suchel, 1967 Les cultures d'exportation de la République Centrafricaine ,
- Kalck P., 1976 - Histoire centrafricaine des origines à 1966. Paris : L'Harmattan « Racines du présent », 354 p.
- Kouame W. A. et Fraeters H., 2021, République Centrafricaine : investir dans le capital humain pour préserver l'avenir A réécrire.
- Lallau B. 2005. Quels acteurs pour quel développement ?
- Losch B, Freguin-Gresh S, White Eric Thomas. 2013. Transformations rurales et développement : les défis du changement structurel dans un monde globalisé. Montreuil OUIKON H., Problématique de développement agricole en République Centrafricaine et perspective de recherche.
- Munié V, 2013, Agonie silencieuse de la Centrafrique, Le Monde Diplomatique, octobre

- Rostow. 1960. Les étapes de la croissance économique
- Seinyboukar L. et P. « Insécurité, mobilité et migration des éleveurs dans les savanes d'Afrique centrale »
- TOURTE R. 2005. Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Rome,

<http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/Co-editions/Tranformations-rurales-developpement.pdf>

<https://www.globalforestwatch.org> › country › CAF

<https://fscluster.org> › document › e...

<https://www.ipcinfo.org> › fileadmin › ipcinfo › docs

<https://www.aphlis.net> › data › tables › CF-MP › all-crops